



PRÉSENTATION CLUB ENTREPRENEURS 92

24 NOVEMBRE 2020

LES ENJEUX ECONOMIQUES DE LA CRISE SANITAIRE

BANQUE DE FRANCE

**MISSIONS AU SERVICE DES ENTREPRENEURS
SERVICES A L'ÉCONOMIE**



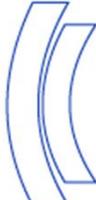
LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA CRISE SANITAIRE

- QUIZZ -



Jean-Pierre CANET
Directeur Délégué Vallée –Sud
MONTROUGE





CHEMINEMENT (UNE SEULE BONNE RÉPONSE PAR QUESTION)

Quels impacts ?

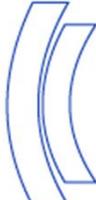
- 1 - par régions
- 2 - par secteurs
- 3 - en France
- 4 - dans le monde

Quelles réactions?

- 5 - les ménages
- 6 - les entreprises
- 7 - les Etats
- 8 - la Banque Centrale Européenne
- 9 - la Banque de France

Quels défis ?

- 10 - Gérer le surcroît d'endettement public ?
- 11 - Risque de hausse des prix ?
- 12- Contribution de l'Europe ?



QUESTION 1

LE 1^{ER} CONFINEMENT EN FRANCE A AFFECTÉ TOUTES LES RÉGIONS MAIS LAQUELLE A ÉTÉ LA PLUS PÉNALISÉE ÉCONOMIQUEMENT ?

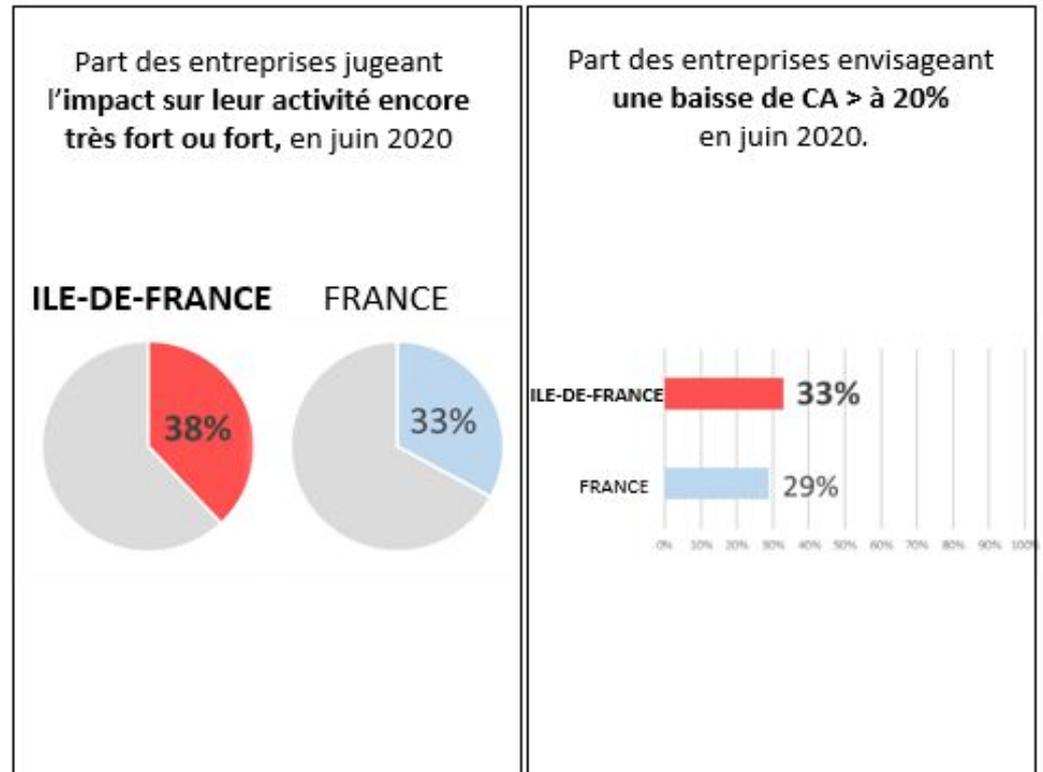
- A. Grand-Est
- B. Bretagne
- C. Île-de-France
- D. PACA

RÉPONSE 1

LE CONFINEMENT EN FRANCE A AFFECTÉ TOUTES LES RÉGIONS MAIS LAQUELLE A ÉTÉ LA PLUS PÉNALISÉE ÉCONOMIQUEMENT ?

Globalement, l'Île-de-France a été la région la plus touchée au niveau sanitaire et également économique du fait de sa spécialisation dans des secteurs qui ont souffert : hôtellerie-restauration, arts et spectacles, tourisme international, centres d'affaires, publicité, événementiel ou encore l'industrie automobile pour la grande couronne, ...

- A. Grand Est
- B. Bretagne
- C. Île-de-France
- D. PACA



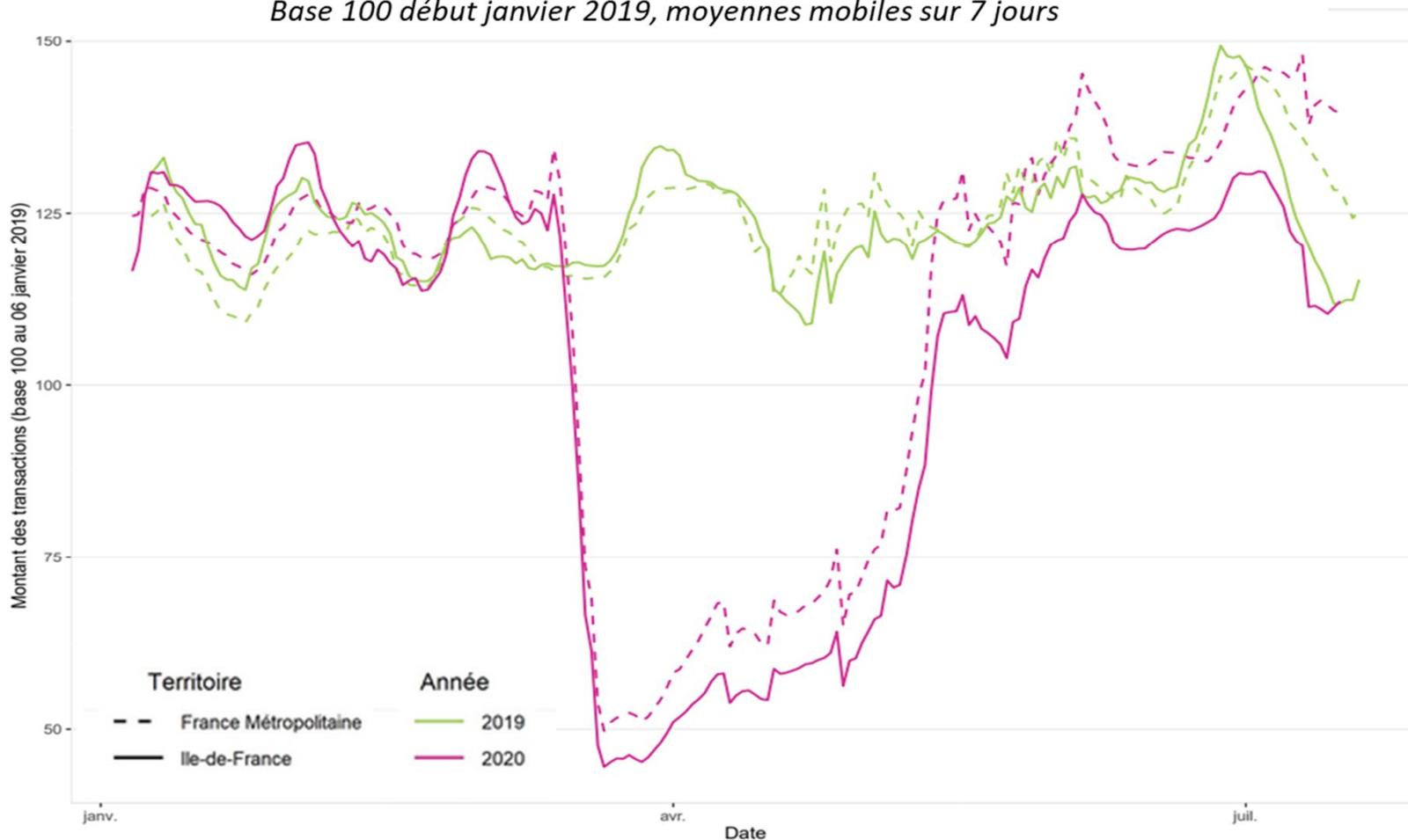


RÉPONSE 1

CONSOMMATION DE PROXIMITÉ : UNE CHUTE TRÈS MARQUÉE

Évolution du montant des transactions par cartes bancaires

Base 100 début janvier 2019, moyennes mobiles sur 7 jours



Source : GIE-Cartes Bancaires



QUESTION 2

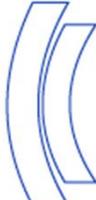
**LE CONFINEMENT EN FRANCE AFFECTE
TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ MAIS LEQUEL A ÉTÉ
LE PLUS PÉNALISÉ EN MARS-AVRIL ?**

A. L'agriculture

B. L'industrie

C. La construction

D. Les services marchands



RÉPONSE 2

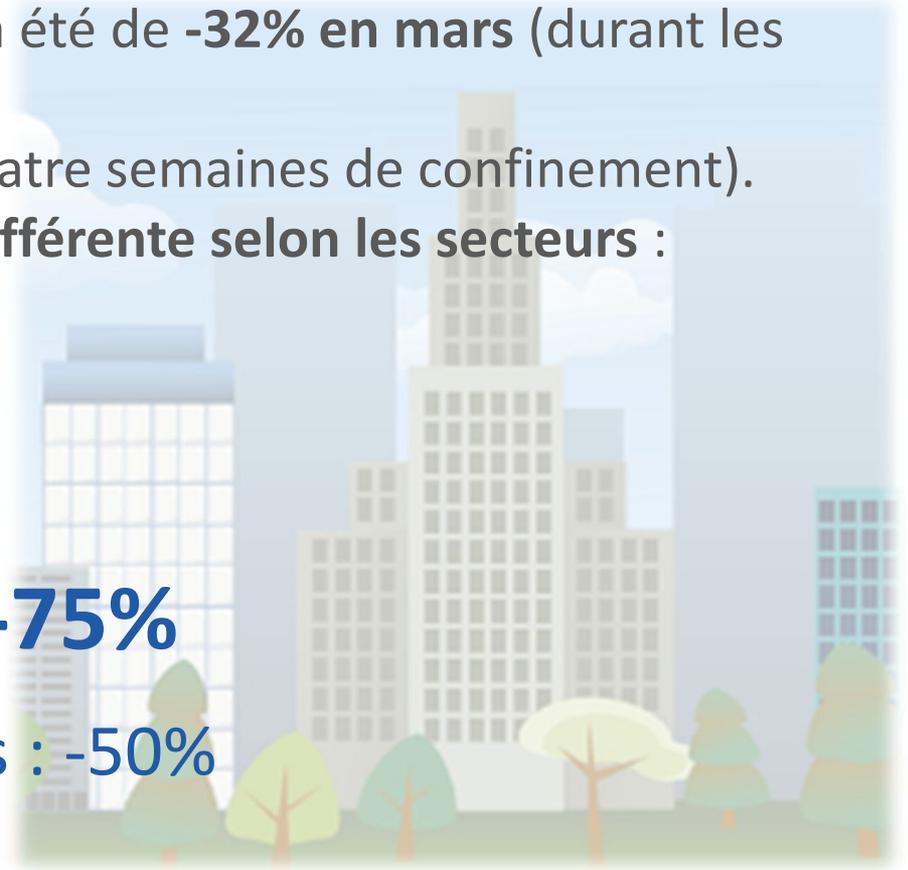
LE CONFINEMENT EN FRANCE A AFFECTÉ TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ MAIS LEQUEL A ÉTÉ LE PLUS PÉNALISÉ EN MARS-AVRIL ?

Tous secteurs, la perte d'activité a été de **-32% en mars** (durant les deux semaines de confinement).

Et de **-31% en avril** (durant les quatre semaines de confinement).

En avril, la perte d'activité était **différente selon les secteurs** :

- A. L'agriculture : -3%
- B. L'industrie : -49%
- C. La construction : -75%**
- D. Les services marchands : -50%

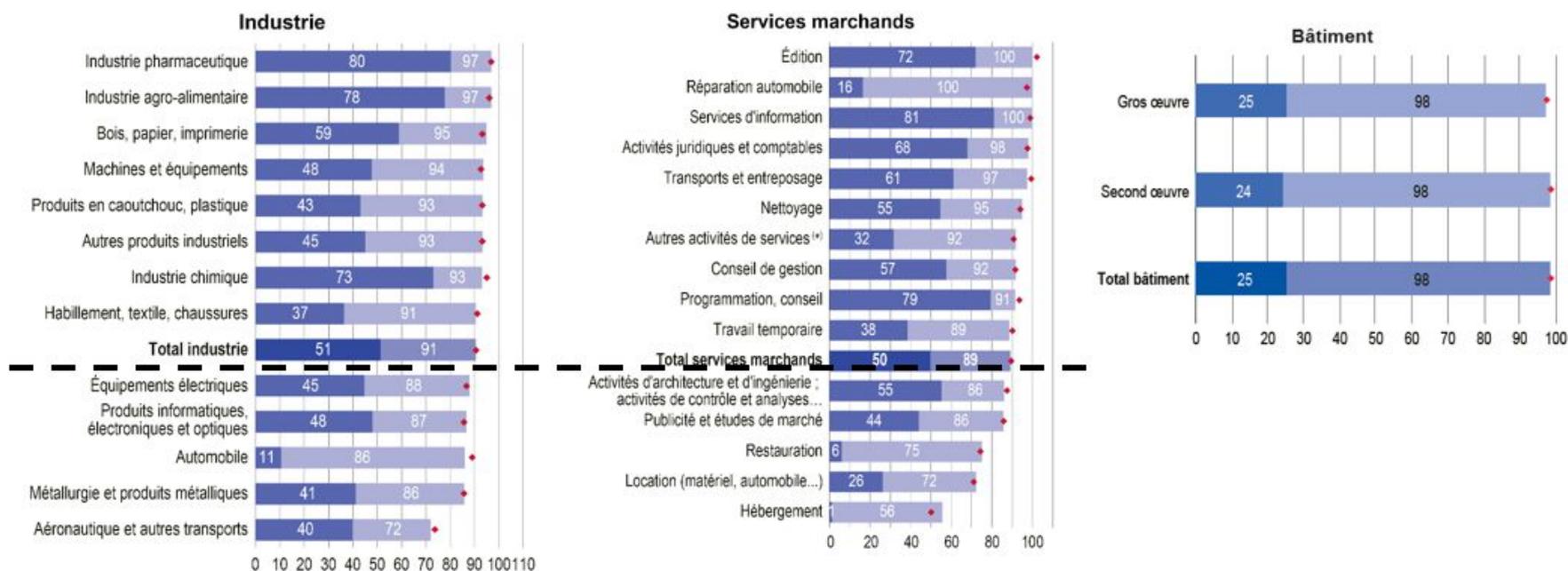


IMPACTS SUR LES SECTEURS À FIN SEPTEMBRE ET PROJECTIONS OCTOBRE

Une reprise hétérogène : des secteurs durablement affectés (hébergement-restauration, événementiel et spectacles, industries aéronautique et automobile) mais les autres secteurs (90 % de l'économie) sont revenus à au moins 90 % de leur niveau d'activité normale, et souvent proche de 100 %.

Jugement des entreprises sur leur niveau d'activité en avril, septembre – prévisions sur octobre

(en % du niveau jugé « normal »)



* L'événementiel est inclus dans « Autres activités de services » et se situe lui à seulement 35% du niveau jugé normal

■ Niveau d'activité en avril (en %) ■ Niveau d'activité en septembre (en %) ◆ Niveau d'activité prévu en octobre (en %)

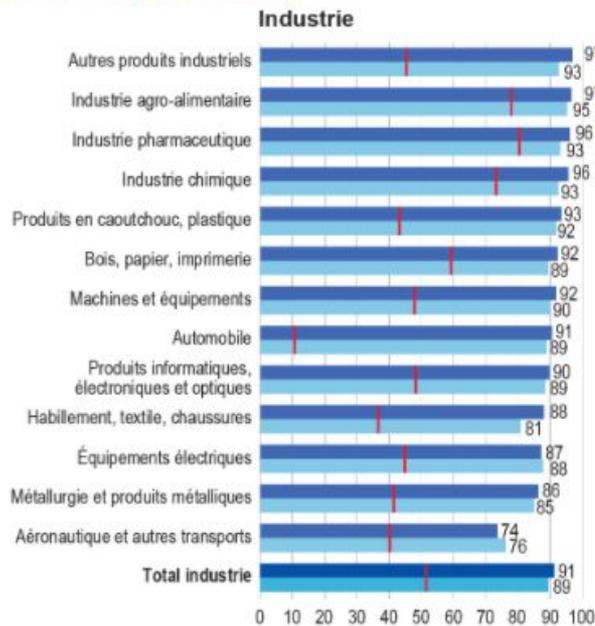
Note de lecture : dans l'automobile, l'activité enregistrée en avril représentait 11 % du niveau jugé normal par les chefs d'entreprise ; en septembre, l'activité dans ce secteur a atteint 86 % du niveau jugé normal ; les chefs d'entreprise du secteur automobile prévoient qu'au mois d'octobre l'activité atteindrait 89 % du niveau jugé normal.

IMPACT PRÉVISIONNEL DU 2^{ÈME} CONFINEMENT, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

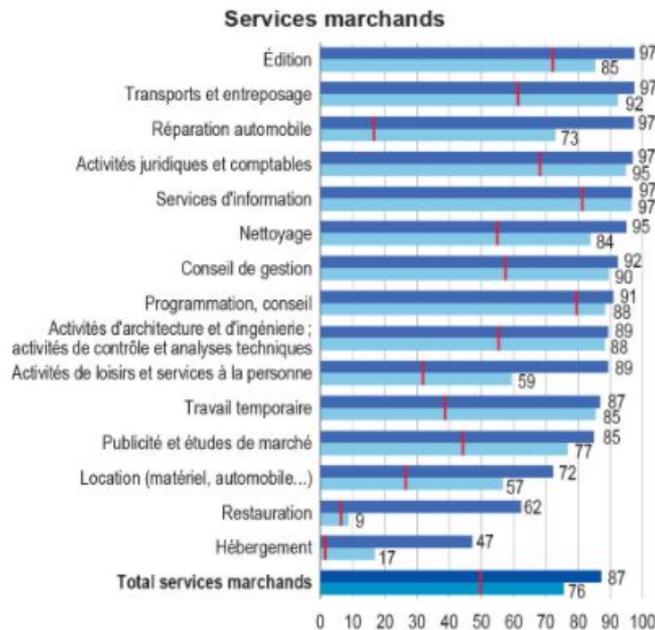
La comparaison des niveaux d'activité attendus pour novembre avec ceux constatés en avril (-31%) suggère que dans la plupart des secteurs – même si de façon inégale – **l'impact du deuxième confinement serait nettement moins prononcé que celui du premier confinement**. Selon notre enquête, seuls les secteurs de l'hôtellerie et surtout de la restauration retomberaient en novembre à des niveaux d'activité se rapprochant de ceux d'avril.

Jugement des entreprises sur leur niveau d'activité en octobre et prévisions sur novembre

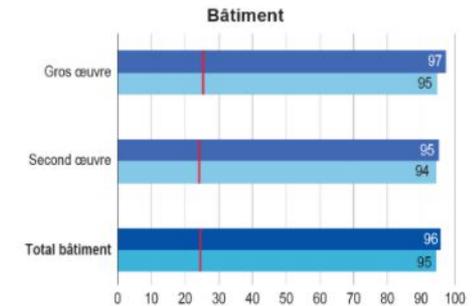
(en % du niveau jugé « normal »)



51 % à fin avril

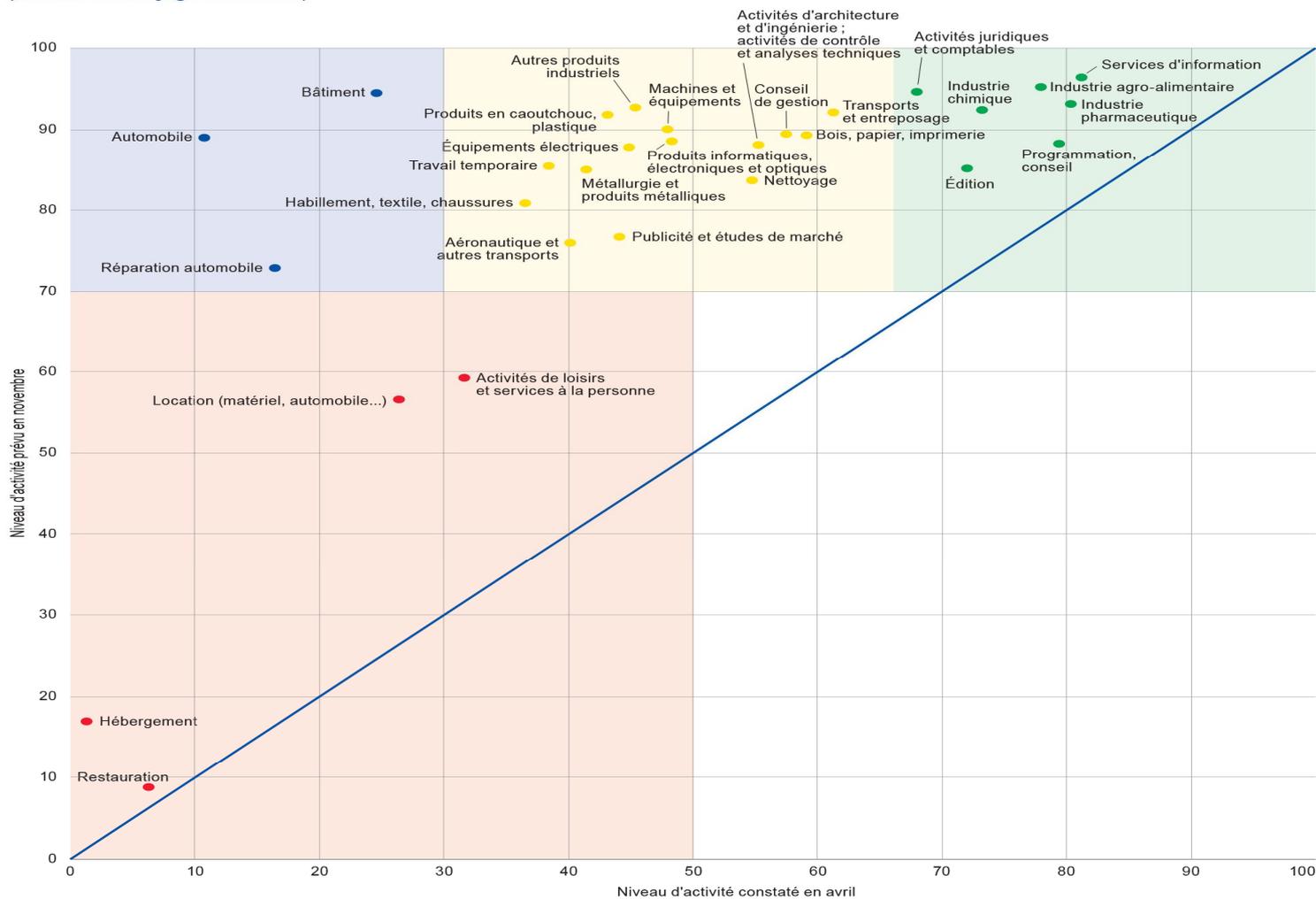


50 % à fin avril

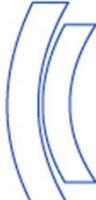


Comparaison de l'impact des deux confinements en mettant en regard l'activité du mois de novembre, telle que prévue aujourd'hui par les chefs d'entreprise, avec celle du mois d'avril

Niveau d'activité constaté en avril et attendu en novembre par les chefs d'entreprise
(en % du niveau jugé « normal »)



Note de lecture : Par exemple dans l'automobile, l'activité enregistrée en avril représentait 11% du niveau jugé normal par les chefs d'entreprise ; les chefs d'entreprise du secteur automobile prévoient qu'au mois de novembre l'activité atteindrait 89% du niveau jugé normal.



QUESTION 3

APRÈS +1,3% EN 2019, QUELLE EST LA PRÉVISION DE CROISSANCE EN FRANCE POUR 2020 ?



A. 0%

B. -3%

C. -6%

D. -9%

RÉPONSE 3

APRÈS +1,3% EN 2019, QUELLE EST LA PRÉVISION DE CROISSANCE EN FRANCE EN 2020 ?



- A. 0%
- B. -3%
- C. -6%
- D. -9%



Après une baisse de **5,9%** au 1^{er} trimestre, le PIB Français a régressé de **13,8%** au 2^{ème}. Grâce à une consommation revenue quasiment à la normale (-3%), le rebond a été vigoureux et au-delà de l'attendu à +18,2% durant l'été.

Du fait des dernières mesures restrictives (couvre-feu sur 54 départements puis reconfinement) et après un premier tassement constaté en septembre (-3,5%), l'activité a encore fléchi en octobre (-4%) et **notre estimation de perte de PIB pour novembre s'élève à -12%**.

Les incertitudes sanitaires autour de décembre et de la gestion des fêtes de fin d'année empêchent toute prévision annuelle, mais la chute moyenne au global devrait se positionner entre -9% et -10% du PIB (réponse D).

RAPPEL - Le repli de l'activité en France a été de -2,9%, lors de la crise financière de 2009.

CONSÉQUENCE DE LA RECESSION EN FRANCE

LE CHÔMAGE AUGMENTERAIT FORTEMENT (JUSQU'À 11,8%)

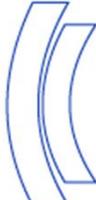
Graphique 4 : Taux de chômage

(BIT, en % de la population active, France entière)



840.000 emplois supprimés en France en 2020, 180.000 au 1^{er} semestre en Ile-de-France

Sources : Insee jusqu'au premier trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.



QUESTION 4

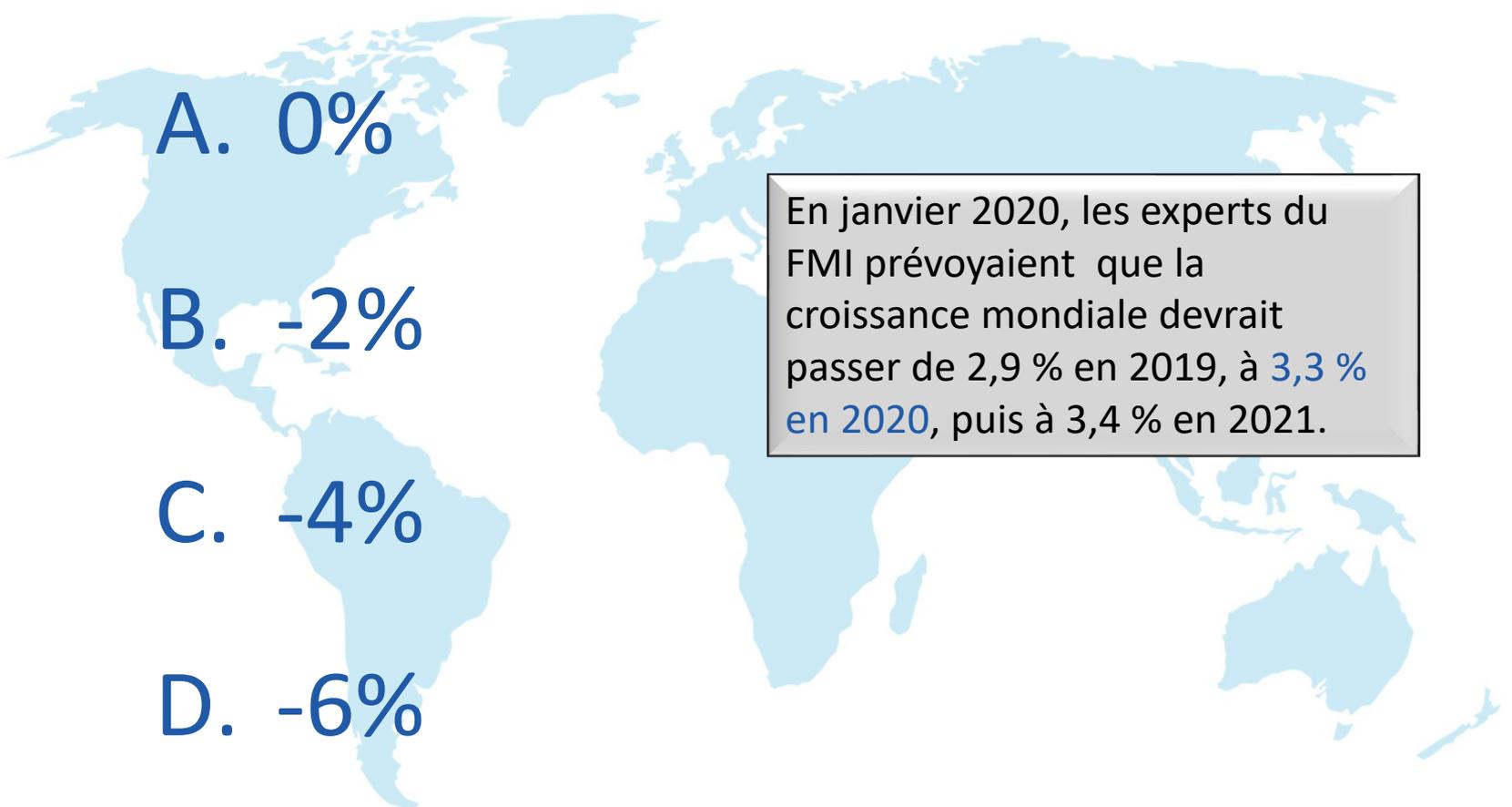
**APRÈS +2,9% EN 2019, COMMENT SE SITUERAIT LA
CROISSANCE MONDIALE EN 2020 ?**

A. 0%

B. -2%

C. -4%

D. -6%



En janvier 2020, les experts du FMI prévoyaient que la croissance mondiale devrait passer de 2,9 % en 2019, à 3,3 % en 2020, puis à 3,4 % en 2021.

RÉPONSE 4

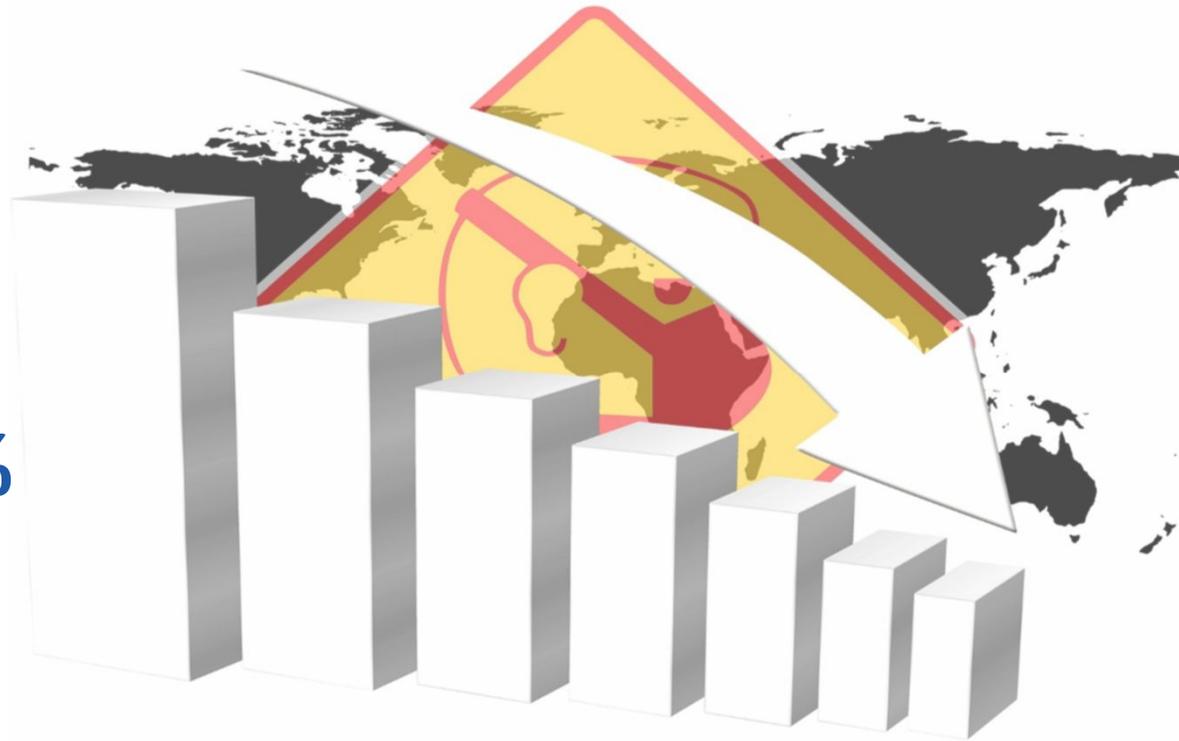
**APRÈS +2,9% EN 2019, COMMENT SE SITUERAIT LA
CROISSANCE MONDIALE EN 2020?**

A. 0%

B. -2%

C. -4,4%

D. -6%



Le repli de l'activité mondiale était de -1,9% lors de la crise financière de 2009.

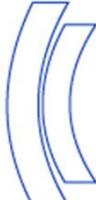
En 2021, la croissance mondiale devrait rebondir à 5,4 % (FMI)



IMPACTS INTERNATIONAUX

(PRÉVISIONS DU FMI POUR 2020 ET 2021)

- États-Unis : -3,5 % et +3,1 %
- Zone euro : -7,7 % et +4,2 %
 - Allemagne : -5,4 % et +4,7 %
- Royaume Uni : -10 % et +10,1 % ou +4,4% (si no deal)
 - Italie : -12 % et +6,3 %
- Chine : +1,9 % et +8 %
 - France : -9 % et +6,0 % (MAJ - 11/2020)



CHEMINEMENT

Quels impacts ?

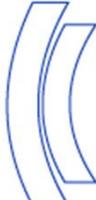
- 1 - par régions
- 2 - par secteurs
- 3 - en France
- 4 - dans le monde

Quelles réactions ?

- 5 - les ménages
- 6 - les entreprises
- 7 - les états
- 8 - la Banque Centrale Européenne
- 9 - la Banque de France

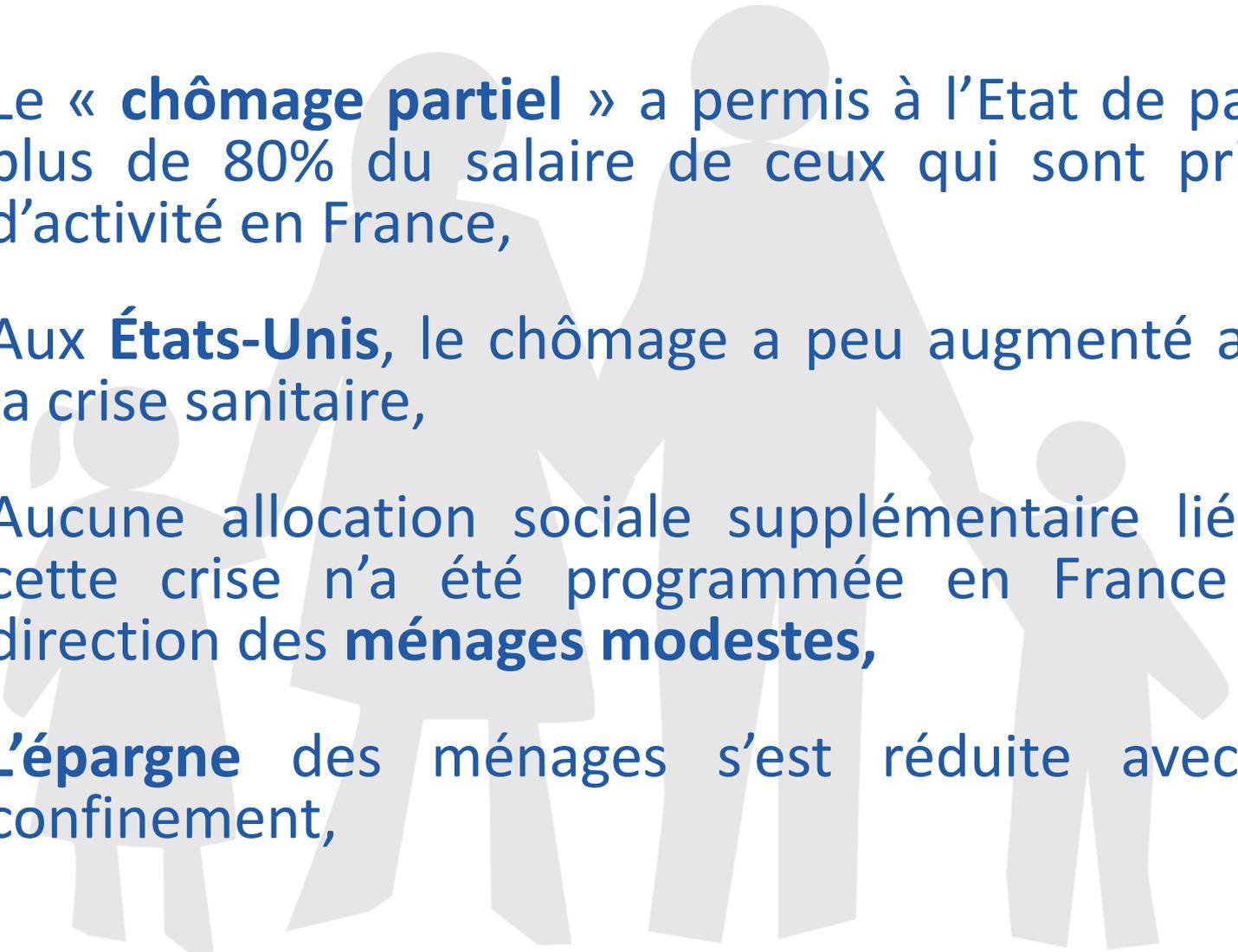
Quels défis ?

- 10 - Gérer le surcroît d'endettement public ?
- 11 - Risque de hausse des prix ?
- 12 - Contribution de l'Europe ?



QUESTION 5

QUELLES RÉACTIONS POUR LES MÉNAGES FRANÇAIS ?

- 
- A. Le « **chômage partiel** » a permis à l'Etat de payer plus de 80% du salaire de ceux qui sont privés d'activité en France,
- B. Aux **États-Unis**, le chômage a peu augmenté avec la crise sanitaire,
- C. Aucune allocation sociale supplémentaire liée à cette crise n'a été programmée en France en direction des **ménages modestes**,
- D. **L'épargne** des ménages s'est réduite avec le confinement,

RÉPONSE 5

QUELLES RÉACTIONS POUR LES MÉNAGES ?



Pour les ménages, l'enjeu immédiat était de **maintenir les revenus grâce au « chômage partiel »** et de **soutenir les foyers modestes**, et désormais il serait de redonner confiance aux citoyens pour **qu'ils consomment l'épargne qu'ils ont accumulée depuis le 1^{er} confinement**.

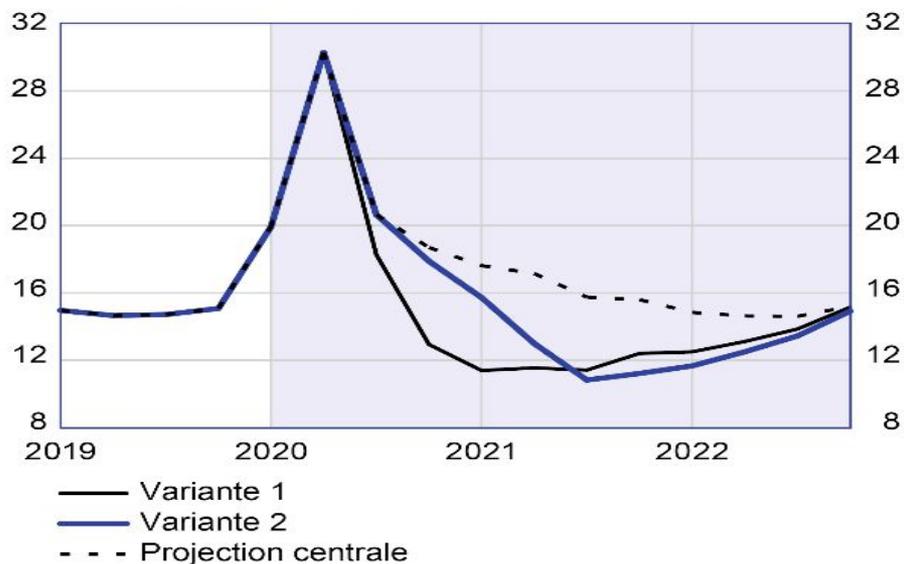
- A.** Le « chômage partiel » a permis à l'Etat de payer **84% du salaire de ceux qui sont privés d'activité en France** - Plus de 6 salariés sur 10 était en chômage partiel, à la fin du 1^{er} déconfinement (avril-mai) dans le secteur privé (→ baisse du pouvoir d'achat limité à 1% en France sur 2020)
- B. FAUX** - Aux États-Unis, la faible protection sociale a généré la **suppression de 22 millions d'emplois en un mois** et le chômage a grimpé à 16% en avril.
- C. FAUX** - En France, une **allocation sociale** de 150€ + 100€ par enfant a été distribuée mi-mai pour 4 millions de ménages modestes et l'Allocation de Rentrée Scolaire a été majorée de 100€ en août pour 3 millions de foyers. De même, intensification du dispositif des prêts étudiants garantis par l'État (multiplication par 5 en 2021 et 2022).
- D. FAUX** - L'épargne des ménages s'est accrue avec le confinement et représentera **100 milliards €** en France en fin 2020, soit un mois de consommation.



UN MOTEUR PRINCIPAL, LA CONSOMMATION EN MOBILISANT LES 100 MILLIARDS € D'ÉPARGNE SUPPLÉMENTAIRE

Taux d'épargne des ménages dans différents scénarios

(en point de revenu disponible brut)



Sources : Insee jusqu'au quatrième trimestre 2019, projections Banque de France sur fond bleuté.

Après une pointe à 30% (confinement), le taux d'épargne reviendrait à 16,5% en fin 2020, soit une réserve de 100 milliards correspondant à un mois de consommation.

Il s'agit d'un fort levier de rebond, si retour de la confiance des ménages courant 2021.



QUESTION 6

QUELLES RÉACTIONS POUR LES ENTREPRISES ?

- 
- A. Une **subvention** représentant un mois de chiffre d'affaire peut être accordée aux entreprises ayant dû cesser leur activité,
- B. Un **prêt bancaire (PGE)**, garanti par l'Etat, peut être accordé aux entreprises,
- C. Aucune allocation financière n'est prévue à ce jour pour les **indépendants et professions libérales**,
- D. Les **reports d'impôts et de charges sociales** ne concernent que les petites entreprises de moins de 20 salariés.

RÉPONSE 6

QUELS RÉACTIONS POUR LES ENTREPRISES ?



Pour les entreprises, l'enjeu est de soutenir leur trésorerie pour limiter les faillites, mais attention à l'endettement...

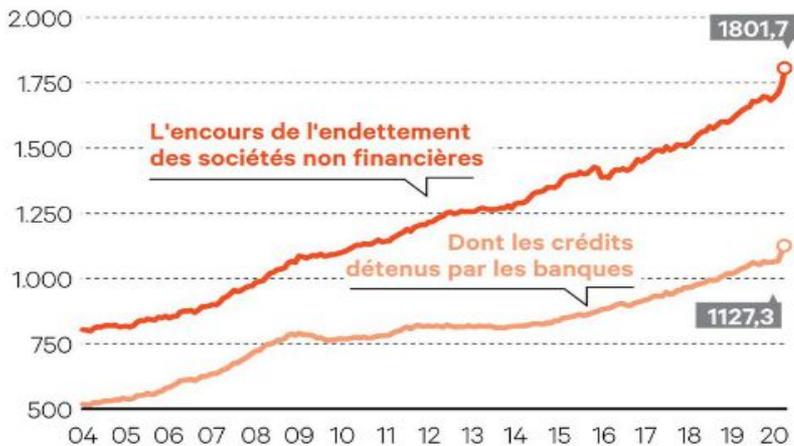
- A. **FAUX** - Pour les entreprises ayant dû cesser leur activité, des aides et des subventions spécifiques ont pu être accordées, mais sans que cela ne représente un mois de chiffre d'affaires (analyse au cas par cas, pas de forfaitisation).
- B. Un prêt bancaire garanti à 90% par l'État, au maximum 3 mois de chiffre d'affaires, peut être accordé (jusqu'au 30/06/2021) aux entreprises dont la trésorerie a été affectée par la crise (différé de remboursement sur 1 à 2 ans).
- C. **FAUX** – A fin septembre, 1,75 million de TPE ont bénéficié du fonds de solidarité, pour un montant total d'aides de 6,5 milliards d'euros (1,6 milliard d'euros pour l'IDF, soit 25%), dont 970 millions pour le commerce et 920 millions pour l'hôtellerie-restauration. Ce dispositif est intensifié dans le cadre du reconfinement (plafond à 10 k€) avec plus de spécificités sectorielles.
- D. **FAUX** - Les reports d'impôts et de charges sociales peuvent concerner toutes les entreprises quelle que soit leur taille. Certains secteurs particulièrement pénalisés, comme les hôtels, les restaurants, la culture bénéficient d'annulations de charges sociales et de plans de soutien particuliers qui vont se renforcer dans le cadre du reconfinement.

FREIN À GÉRER : L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES

RISQUES SUR LA CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT

Les encours de l'endettement des sociétés non financières toujours en hausse

En milliards d'euros



LES ÉCHOS / SOURCES : BANQUE DE FRANCE

Financement des sociétés non financières

Taux de croissance annuelle, en %

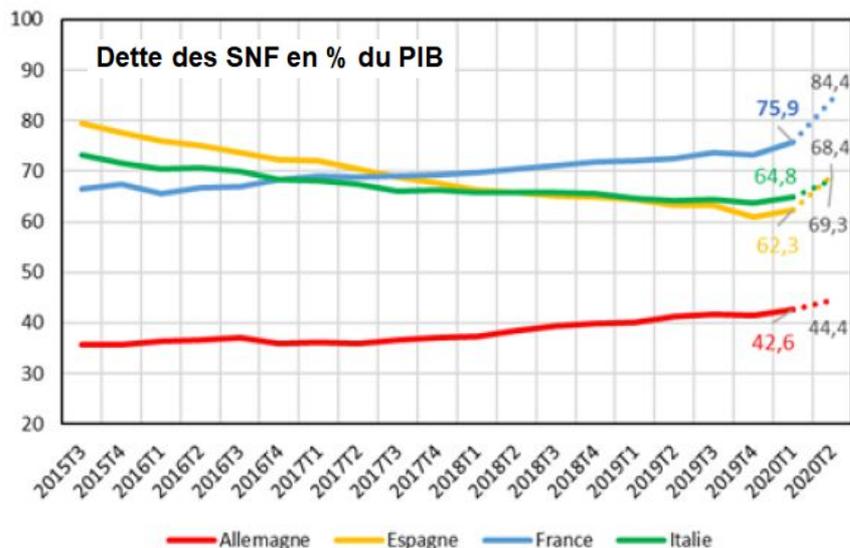


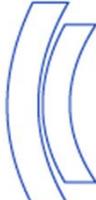
Le coût de crédit en recul

En %



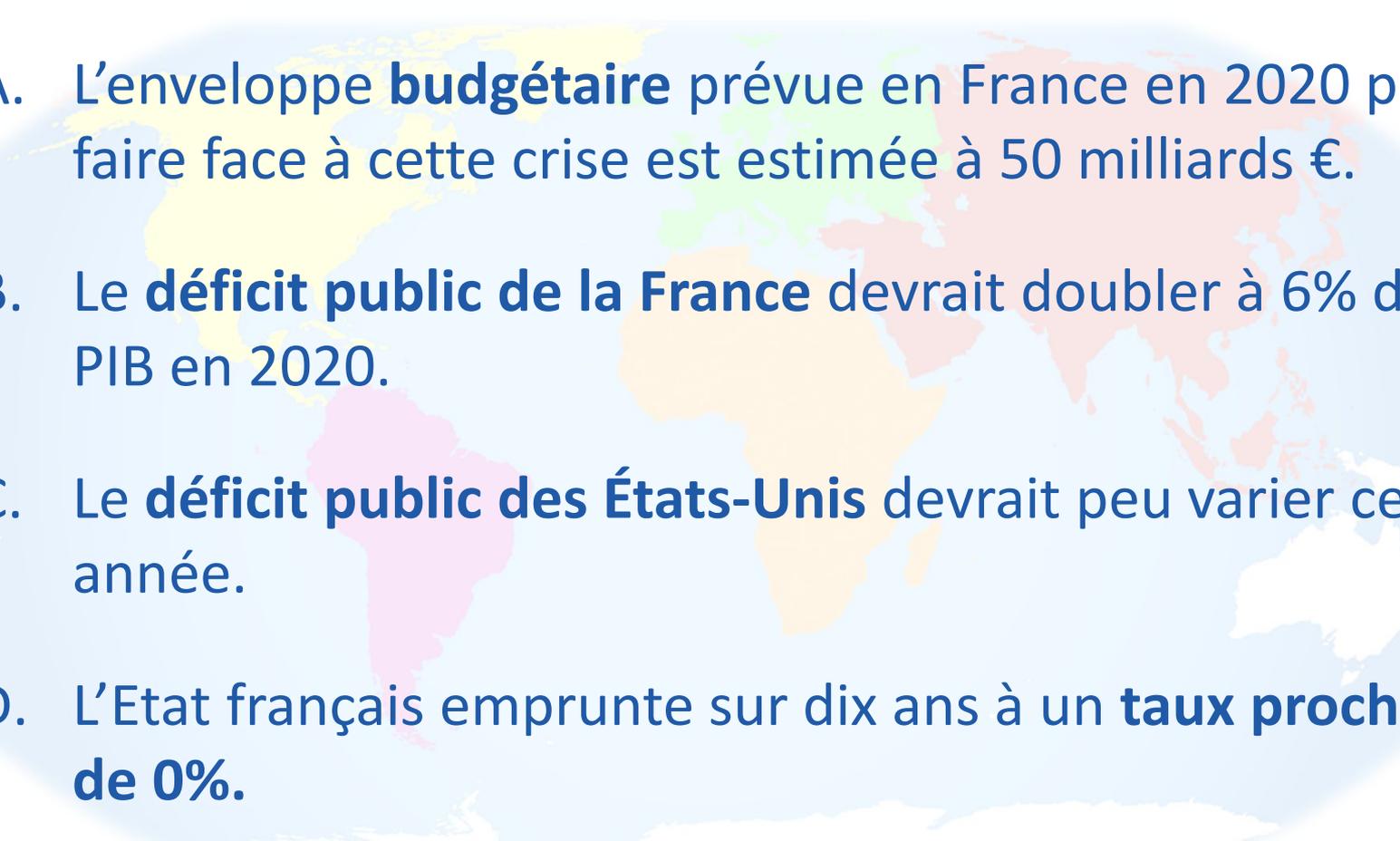
Dettes des SNF en % du PIB





QUESTION 7

QUELLES RÉACTIONS DE L'ÉTAT FRANÇAIS ?

- 
- A. L'enveloppe **budgétaire** prévue en France en 2020 pour faire face à cette crise est estimée à 50 milliards €.
 - B. Le **déficit public de la France** devrait doubler à 6% du PIB en 2020.
 - C. Le **déficit public des États-Unis** devrait peu varier cette année.
 - D. L'Etat français emprunte sur dix ans à un **taux proche de 0%**.

QUELLES RÉACTIONS DE L'ÉTAT FRANÇAIS ?

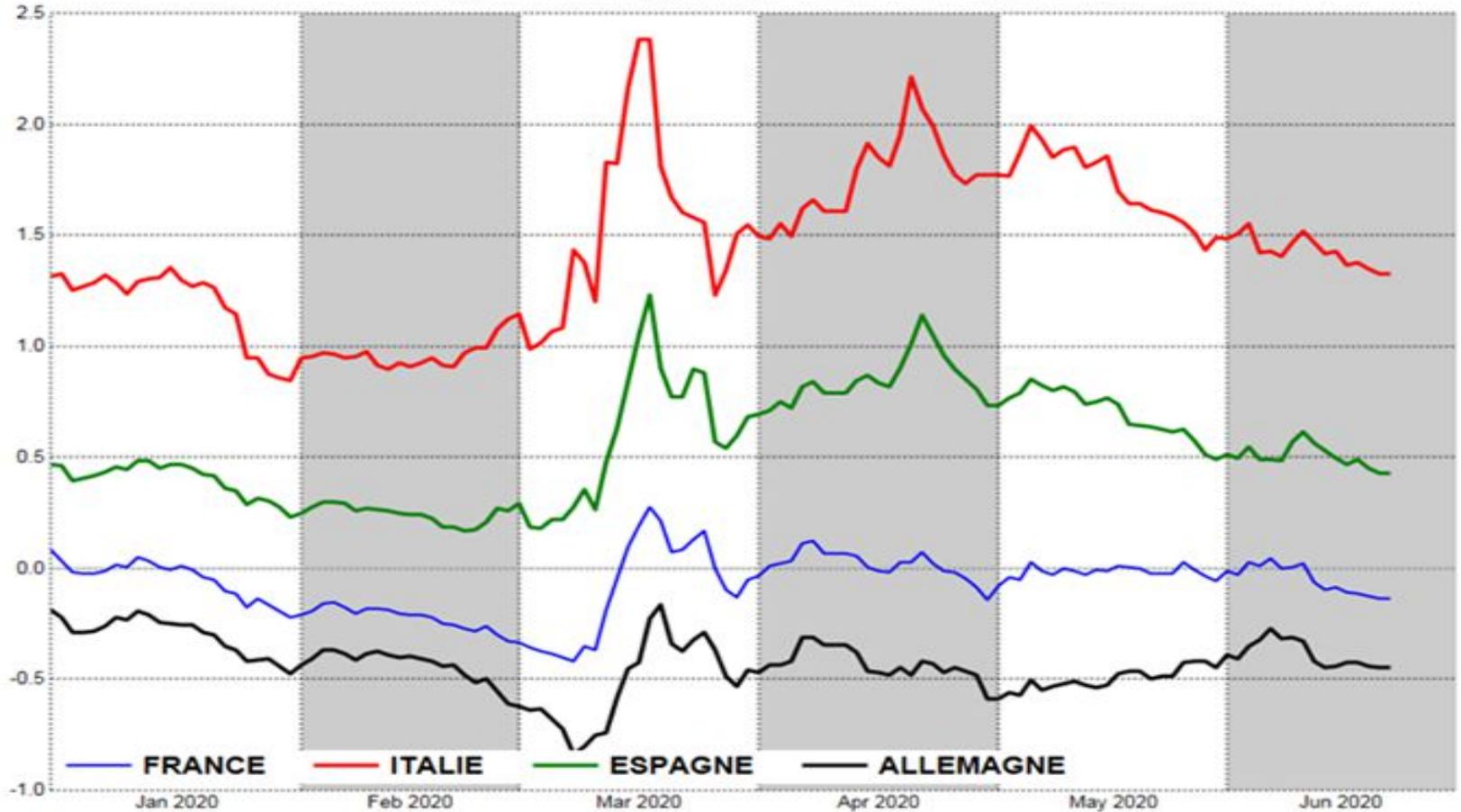


Seuls les État ont la **capacité d'endettement nécessaire** pour préserver les entreprises et les ménages durant la crise.

- A. FAUX** - Suite à l'adoption d'une 3^{ème} enveloppe budgétaire le 09 juillet (45 milliards d'euros), le gouvernement revendique depuis le début de la crise **un soutien global de 468 milliards d'euros**, en intégrant les prêts ou les simples garanties de l'État, pour aider les secteurs en difficulté (20% de la richesse nationale - PIB).
- B. FAUX** - Le **déficit public de la France devrait plus que tripler**, à 11,3% du PIB en 2020 et une dette publique qui monte à 119,8% du PIB.
- C. FAUX** - De même, le **déficit public des États-Unis** passerait de 6% à 16% du PIB, un record depuis la seconde guerre mondiale.
- D. L'État français emprunte sur dix ans à un taux proche de 0%.**

CE QUI PERMET À L'ÉTAT FRANÇAIS D'EMPRUNTER À 0% AUJOURD'HUI

Taux des emprunts d'Etat à 10 ans



Source: Refinitiv Datastream



QUESTION 8

QUELLES RÉACTIONS DE LA BCE ?

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

- 
- A. La BCE prête directement aux **grandes entreprises**.
 - B. La BCE a programmé en 2020 près de 1800 milliards € de **rachat d'emprunts**, essentiellement publics.
 - C. La BCE a programmé en 2020 près de 1000 milliards € de **prêts aux banques** commerciales.
 - D. La BCE peut aussi **racheter des actions** d'entreprises.

RÉPONSE 8

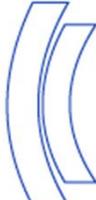
QUELLES RÉACTIONS DE LA BCE ?

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE



L'enjeu pour une Banque Centrale est de **soulager le coût de l'endettement** en faisant **baisser les taux d'intérêt**.

- A. FAUX** - La BCE ne prête pas directement aux **entreprises**, mais peut racheter des emprunts émis par des grandes entreprises.
- B. La BCE a programmé en 2020 près de 1800 milliards € de rachat d'emprunts, essentiellement publics.**
- C. FAUX** - La BCE a programmé en 2020 près de **3000 milliards € de prêts aux banques** commerciales (et non pas 1000).
- D. FAUX** - La BCE ne rachète pas des actions d'entreprises.



EUROSYSTÈME - BCE

UNE ACTION DE GRANDE AMPLEUR POUR GARANTIR LA CONTINUITÉ DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

- ❑ **Près de 3000 Mds € (25% du PIB) mobilisables pour assurer le financement des PME et ETI via le système bancaire :**
 - TLTRO-3 : prêts aux banques (contre collatéral) à maturité de 3 ans et à des taux compris entre -0,50% et -1%,
 - Montant maximal empruntable : 50% des encours de crédits à l'économie éligibles au lieu de 30%.

- ❑ **Près de 1800 Mds € (15% du PIB) d'achats de titres émis notamment par les États sur les marchés de dettes publiques :**
 - PEPP (augmenté à 1350 Mds € jusqu'à juin 2021) : Programme d'achats d'urgence face à la pandémie,
 - S'ajoutent au programme d'achats net d'actifs déjà en place et renforcé (APP) : Complément de 20 Mds€/mois + 1 enveloppe supplémentaire de 120 Mds€ en 2020.

- ❑ **Activation des leviers macro et micro-prudentiels pour relâcher du capital :**
 - Décision des gouverneurs (04/2020) de réduire de façon préventive l'impact négatif des dégradations de notations (gel des cotations à la BDF),
 - Report d'un an de l'entrée en vigueur de Bâle 3 (en 2023).



QUESTION 9

QUELLES RÉACTIONS DE LA BDF ?

BANQUE DE FRANCE

- A. Avec la crise, la Bdf a interrompu la **fabrication des billets** de banque en 2020.
- B. La Bdf n'a pas modifié ses règles de **cotation des entreprises** durant la crise.
- C. Le traitement des dossiers de surendettement des ménages a été interrompu durant le confinement.
- D. La Bdf a assuré la **médiation du crédit**, destinée à aider les entreprises à obtenir un financement.

QUELLES RÉACTIONS DE LA BANQUE DE FRANCE ?



La Banque de France, joue en quelque sorte un rôle de « **pompier de l'économie** » (stabilité financière).

- A. FAUX** - La **fabrication et la circulation des billets** de banque sont bien sûr toujours assurées par la BdF.
- B. FAUX** - De mars à septembre 2020, la BdF a exceptionnellement gelé les éventuelles dégradations de **cotation d'entreprises**.
- C. FAUX** - Le traitement des **dossiers de surendettement** ne s'est jamais interrompu, pour aider les ménages en difficulté.
- D. La médiation du crédit, pour aider les entreprises à obtenir un crédit refusé par les banques, a été particulièrement sollicitée.**



LA MÉDIATION DU CRÉDIT GÉRÉE PAR LA BANQUE DE FRANCE

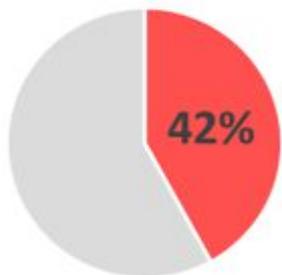
SUCCÈS DES PGE ET EXPLOSION DES DEMANDES DE MÉDIATION

Demandes de PGE (Prêts Garantis par l'État) – 600.000 dossiers

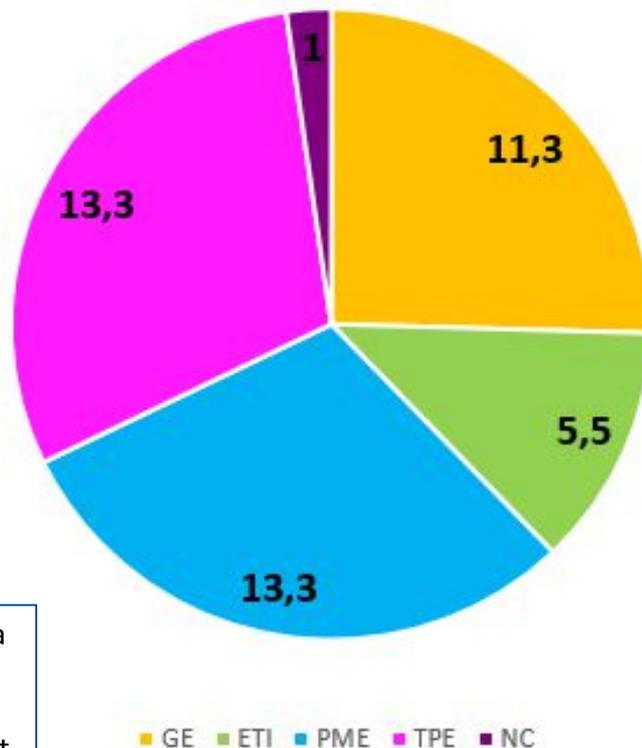
- 125 milliards d'€ distribués sur la France,
- **44,4 Milliards** distribués en Île-de-France (36,3%)

Part des entreprises ayant
demandé un PGE

ILE-DE-FRANCE



Prêt assorti d'un moratoire la 1^{ère} année au taux de **0,25%**.
Possibilité d'une 2^{ème} année de différé de remboursement



Montants accordés 44,4 Milliards €

MEDIATION :

FRANCE - Dossiers de médiation du crédit en avril-mai 2020 :

- 6.402 dossiers éligibles pour des montants cumulés de crédits demandés de **1,2 milliard d'€**
- Taux de réussite de 59% sur les 4.406 dossiers clôturés à fin juin

ILE-DE-FRANCE (75 + 92) :

- En 2019, le service a traité 164 dossiers sur l'année (soit 13,6 par mois),
- En avril-mai 2020 (2 mois), on a reçu 1.361 dossiers (21,3 % des dossiers nationaux) et 47 réceptionnés dans la seule journée du 17/04.



CHEMINEMENT

Quels impacts ?

- 1- par régions
- 2- par secteurs
- 3 - en France
- 4 - dans le monde

Quelles réactions ?

- 5 - les ménages
- 6 - les entreprises
- 7 - les Etats
- 8 - la Banque Centrale Européenne
- 9 - la Banque de France

Quels défis ?

- 10 - Gérer le surcroît d'endettement public ?
- 11 - Risque de hausse des prix ?
- 12 - Contribution de l'Europe ?

COMMENT FAIRE FACE À CE SURCROÎT D'ENDETTEMENT PUBLIC ?

- A. La **croissance** contribue à réduire l'endettement.
- B. La **hausse des prix** n'influe pas sur l'endettement.
- C. La **hausse des impôts** et la **baisse des dépenses publiques** n'affectent pas l'endettement.
- D. La Banque Centrale peut **créer de la monnaie** pour financer cet endettement **en contrepartie de son stock d'or**.

COMMENT FAIRE FACE À CE SURCROÎT D'ENDETTEMENT PUBLIC ?

- A. La croissance aide à gérer un déficit public, en générant plus de rentrées fiscales et moins de dépenses sociales, d'où une amélioration des équilibres budgétaires nécessaire au remboursement de la dette. De plus, le poids relatif de l'endettement se réduit par rapport au PIB.
- B. **FAUX** - L'inflation minore certes la valeur réelle des dettes mais génère d'autres inconvénients (pouvoir d'achat et compétitivité érodés).
- C. **FAUX** - La hausse des impôts et la baisse des dépenses publiques réduisent le déficit public et peuvent générer un rééquilibrage budgétaire.
- D. **FAUX** - La Banque Centrale peut créer de la monnaie pour financer ce déficit mais cela n'a aucun lien avec son stock d'or.

L'ENDETTEMENT PUBLIC PROGRESSE FORTEMENT (119,8 % À FIN 2020)

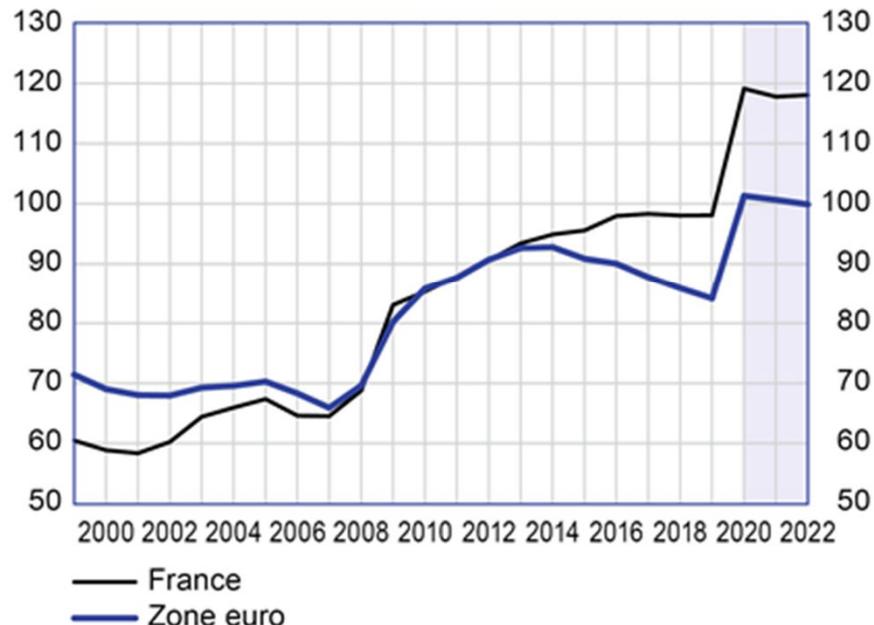
Ce creusement du déficit s'explique :

- pour environ 1/3 par les **mesures de soutien**,
- pour 2/3 par la **contraction de l'activité économique**.

**Risque de remontée des
taux d'intérêt,
aujourd'hui historiquement bas**

Graphique 9 : Dette publique en France et en zone euro

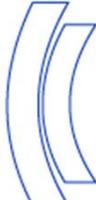
(en % du PIB)



Sources : Insee et Eurostat jusqu'en 2019, projections Banque de France et Eurosysteme sur fond bleuté.

LA CRÉATION MONÉTAIRE, POUR FINANCER LE DÉFICIT PUBLIC, RISQUE-T-ELLE DE GÉNÉRER UNE HAUSSE DES PRIX ?

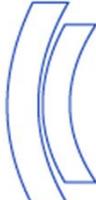
- A. Après la **seconde guerre mondiale** et avec une forte création monétaire, l'inflation a été contenue aux Etats-Unis.
- B. Depuis plusieurs années, l'abondance de création monétaire **au Japon** a fait s'envoler les prix à la consommation.
- C. Le risque inflationniste est **élevé** dans le contexte actuel de création monétaire.
- D. Un excès de création monétaire peut aussi favoriser une hausse des **prix de l'immobilier ou des actions**.



RÉPONSE 11 - REBONDIR

LA CRÉATION MONÉTAIRE, POUR FINANCER LE DÉFICIT PUBLIC, RISQUE –T-ELLE DE GÉNÉRER UNE HAUSSE DES PRIX ?

- A. FAUX** - Après la seconde guerre mondiale, l'excès de création monétaire aux États-Unis a entraîné une hausse des prix à la consommation avec un taux d'inflation qui est monté jusqu'à 20%.
- B. FAUX** – Depuis quelques années au Japon, une création monétaire importante, pour financer un fort endettement public, se conjugue avec une faible niveau d'inflation. Nombreux exemples similaires depuis la crise des subprimes.
- C. FAUX** - Depuis plusieurs années, le lien entre inflation et création monétaire n'est plus automatique.
- D. Dans les années récentes, on observe qu'un surcroît de monnaie peut aussi accroître la demande et donc le prix des logements ou des actions sur le marché financier (→ risque de bulles)**



OBSTACLE À SURMONTER : L'ENDETTEMENT PUBLIC

❑ Quels risques ?

- Pas de hausse des prix, mais risque de bulles immobilières ou financières (actions),
 - ✓ La BCE s'attend à une inflation nulle à 0,0% en 2020 et 1,0% en 2021,
Inflation à -0,5% en septembre et -0,1% en octobre 2020 en France - (Source INSEE 11/2020),
- Hausse des taux d'intérêts qui obèrerait nos marges de manœuvre des budgets publics.

❑ Quels ingrédients possibles ?

- L'inflation réduit la dette mais présente des inconvénients majeurs,
- En l'absence de hausse des impôts, seule la maîtrise des dépenses permet un rééquilibrage tendanciel du budget,
- La croissance permet de réduire le poids relatif de l'endettement,
- La durée est nécessaire pour amortir cet endettement.

❑ L'annulation de la dette est proscrite car interdite par les traités et :

- Cela compromettrait la confiance dans les emprunts à venir de l'Etat,
- Cela gèlerait cet excès de liquidité, sans possibilité de le réduire à l'avenir,
- Cela transfèrerait une perte à la BCE, qui le ferait supporter aux Etats.

COMMENT L'EUROPE PEUT CONTRIBUER AU DÉNOUEMENT DE CETTE CRISE ?

- A. La BCE rachète des emprunts publics, avec une répartition respectant le **poids économique de chaque Etat** européen.
- B. Le Conseil européen a décidé l'émission de **750 Milliards € d'emprunts communs** à l'Union européenne.
- C. La commission européenne n'a pas prévu de contribuer au **financement du chômage partiel** en Europe.
- D. Le **pacte de stabilité** continue de limiter les déficits budgétaires des pays de la zone euro.

COMMENT L'EUROPE PEUT CONTRIBUER AU DÉNOUEMENT DE CETTE CRISE ?

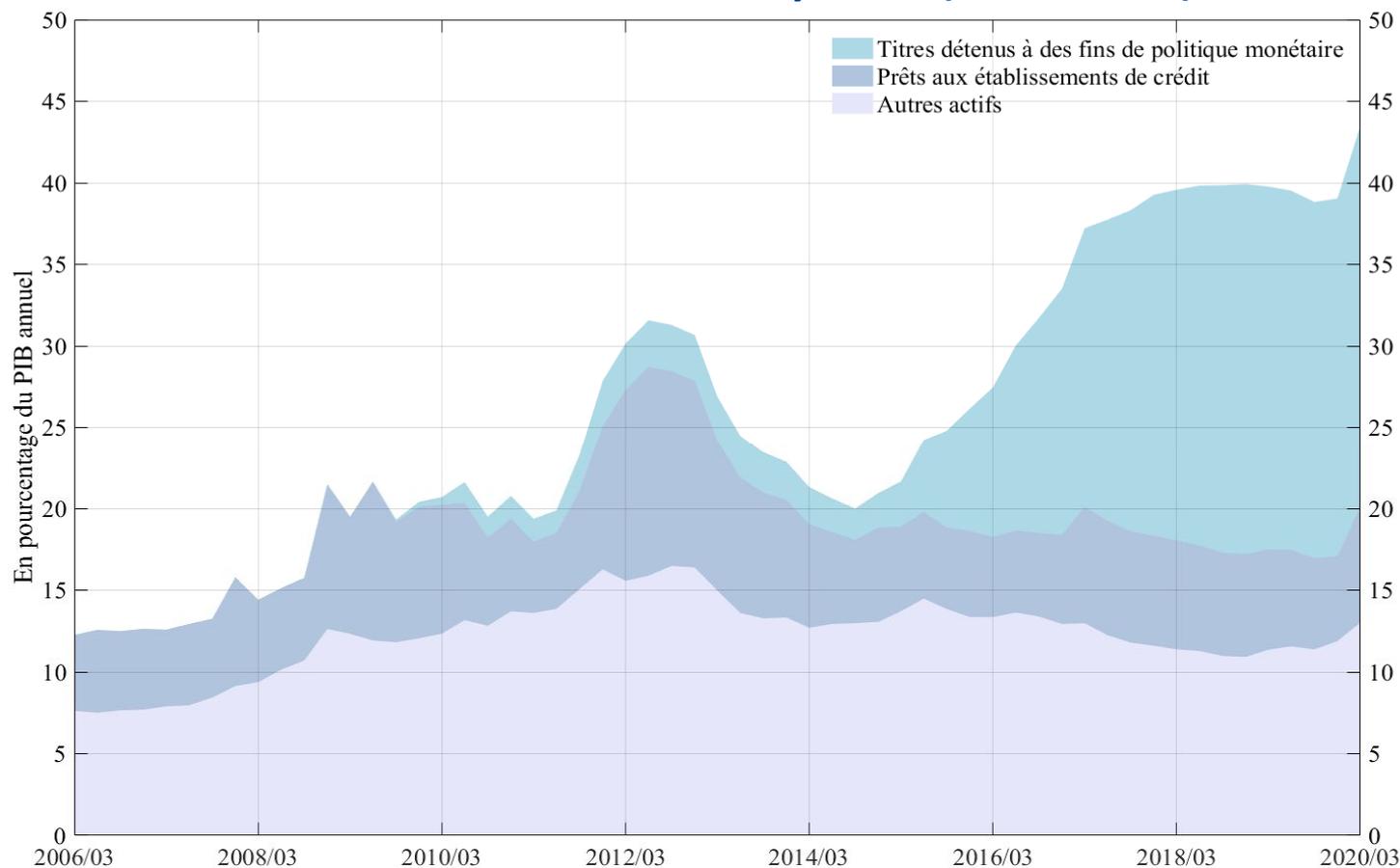
- A. FAUX** - Lors de ses rachats d'emprunts publics, la BCE intervient désormais plus largement **au profit des États qui en ont le plus besoin**, pour réduire les taux d'intérêt de leurs emprunts.
- B.** Le Conseil européen a acté en juillet 2020, l'octroi d'une aide de 750 milliards € à destination de l'ensemble de l'Union Européenne (360 Mds€ sous forme de prêts et 390 Mds€ de subventions) - 40 Mds€ seront attribués en 2021 à la France pour participer à son plan de relance de 100 Mds€.
- C. FAUX** - La commission européenne a prévu 100 milliards € pour contribuer au **financement du chômage partiel** en Europe.
- D. FAUX** - Le **pacte de stabilité** a été suspendu en 2020.

ACCÉLÉRATEUR: LE RÔLE DE L'EUROPE

Accélérateur budgétaire : 750 milliards € apportés par le Conseil Européen

Accélérateur monétaire : 4 800 milliards € prêtés par la Banque Centrale Européenne

Actifs totaux de l'Eurosystème (en % du PIB)

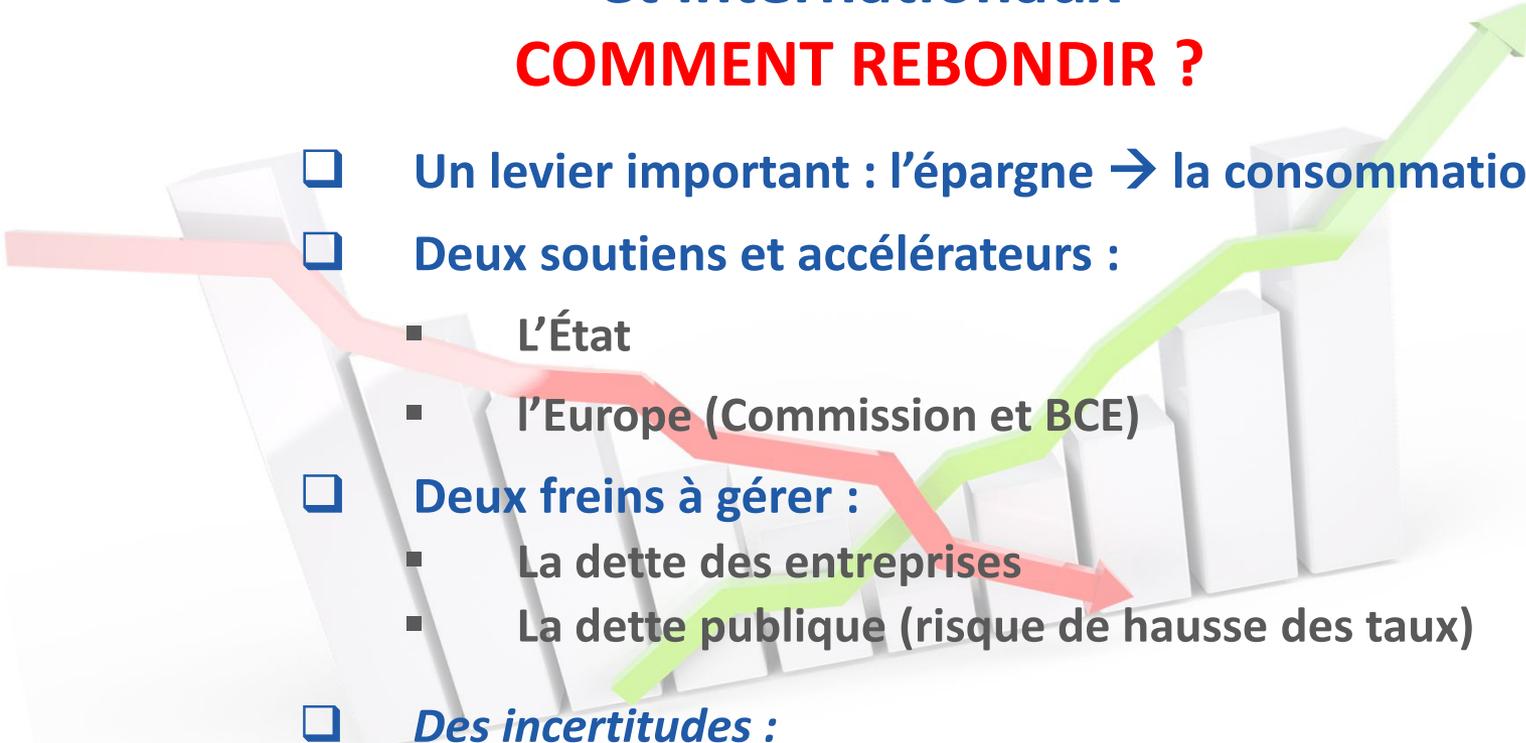


Source: ECB-SDW, et calculs Banque de France.

CONCLUSION

Face à de forts impacts nationaux
et internationaux

COMMENT REBONDIR ?

- 
- ❑ Un levier important : l'épargne → la consommation
 - ❑ Deux soutiens et accélérateurs :
 - L'État
 - l'Europe (Commission et BCE)
 - ❑ Deux freins à gérer :
 - La dette des entreprises
 - La dette publique (risque de hausse des taux)
 - ❑ *Des incertitudes :*
 - *Le risque sanitaire (nouvelles restrictions et perte de confiance, efficacité du vaccin),*
 - *Le changement des modes de consommation (plus grande distanciation et numérisation de l'économie)*
 - *Vers une économie plus durable et plus verte*



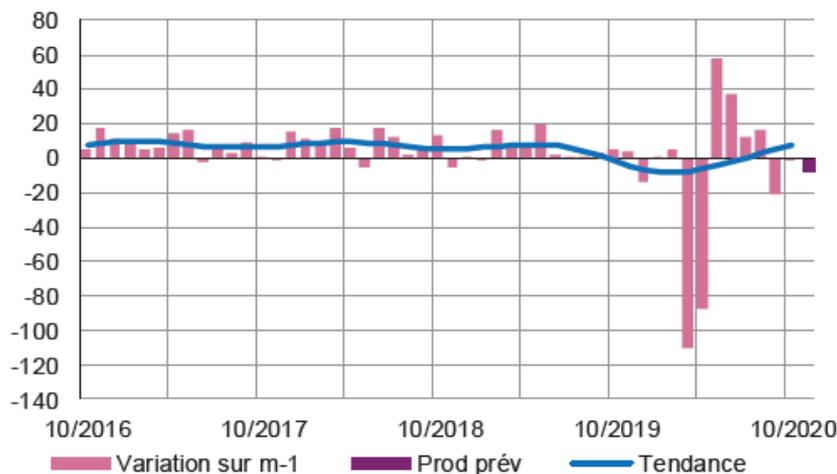
QUELQUES DONNEES
CONJONCTURE BDF
ÎLE-DE-FRANCE



INDUSTRIE : L'ACTIVITÉ SE MAINTIENT EN OCTOBRE À 86% DE LA NORMALE ET INQUIÉTUDES POUR LA FIN D'ANNÉE MAIS DE FAÇON MOINDRE QU'AU 1^{ER} CONFINEMENT

IND

Production passée et prévisions



L'activité industrielle francilienne s'est globalement stabilisée au cours du mois d'octobre à un niveau d'activité en deçà de son niveau traditionnel pour la période -à 86%-, niveau qui reste en retrait par rapport au niveau national (91%). Une légère progression a été observée dans les équipements électriques, électroniques et autres machines, tandis que la métallurgie, le bois, papier, imprimerie et l'industrie de l'habillement ont enregistré une baisse.

Les prévisions sont orientées à la baisse, mais de façon limitée comparativement au premier confinement.

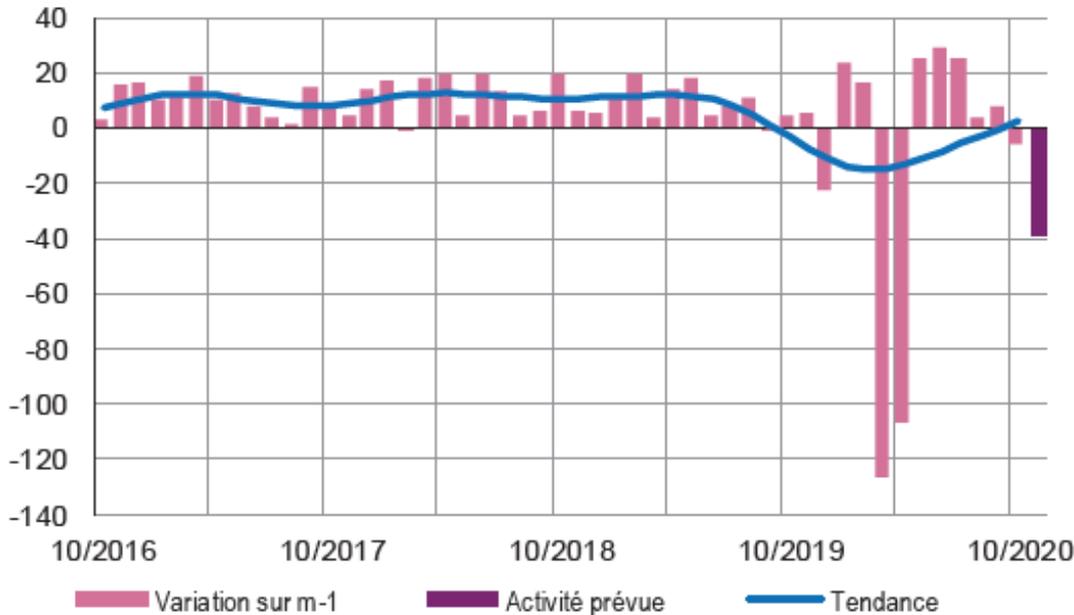
Les carnets de commandes restent dégarnis, notamment dans l'industrie de l'habillement, le bois, papier, imprimerie et la métallurgie.

Les stocks de produits finis qui demeurent bas, sont globalement jugés conformes aux besoins.

INDUSTRIE : 7,1% des effectifs franciliens

ACTIVITE SERVICES MARCHANDS : APRÈS 5 MOIS DE HAUSSE, LÉGER REFLUX EN OCTOBRE AVEC DE FORTES DISPARITÉS. REPLI QUI VA S'ACCENTUER SUITE AUX NOUVELLES MESURES SANITAIRES

Activité passée et prévisions



L'activité dans les services marchands s'est dans l'ensemble légèrement tassée, avec de fortes disparités selon les secteurs. Les transporteurs routiers ainsi que les agences d'intérimaires, l'ingénierie technique et les activités informatiques ont été particulièrement sollicités tandis que, à l'inverse, l'hôtellerie-restauration a été à nouveau affectée par le couvre-feu sanitaire mis en place le 17 octobre.

Les chefs d'entreprise se montrent extrêmement prudents voire pessimistes suite aux annonces d'un retour au confinement à partir du 30 octobre. Le secteur de l'hôtellerie-restauration annonce déjà un arrêt quasi-total de son activité. Les services administratifs et les transporteurs routiers anticipent aussi de fortes chutes de la demande.

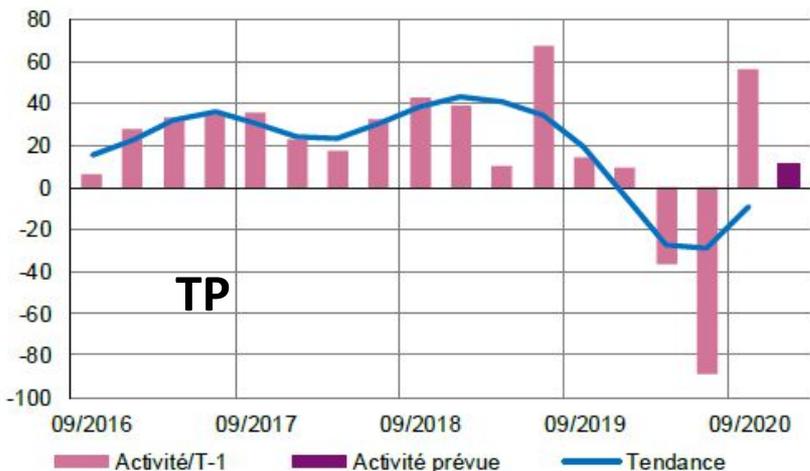
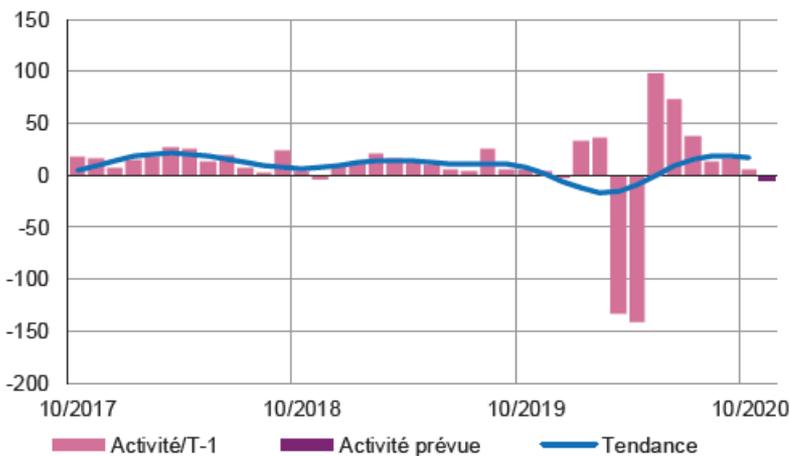
L'impact devrait cependant être moindre que celui constaté au premier confinement du printemps 2020, hormis dans les secteurs directement liés au tourisme.

Services Marchands non financiers : 49,1% des effectifs franciliens

CONSTRUCTION : L'ACTIVITÉ S'EST STABILISÉE SUR OCTOBRE. ELLE A RATTRAPÉ SON RETARD DANS LE BÂTIMENT, MAIS PAS DANS LES TRAVAUX PUBLICS

BTP

Activité passée et prévisions – en solde d'opinions CVS BATIMENT (GROS ŒUVRE et SECOND ŒUVRE)



L'activité du secteur du **bâtiment**, qui a quasiment retrouvé son rythme normal dès le mois de juin, s'est maintenue au cours du mois d'octobre.

Les carnets de commandes sont particulièrement bien garnis dans le gros œuvre, secteur qui envisage sereinement le nouveau confinement, tablant sur la stabilité de ses chantiers pour les semaines à venir.

Les entreprises du second œuvre restent plus prudentes et appréhendent à la marge un léger tassement d'activité.

Au global, l'activité pour le mois de novembre devrait rester stable, à 95% de son niveau normal, similaire au niveau national. Les entreprises du secteur du bâtiment recueillent les fruits d'organisations désormais éprouvées avec la mise en place des mesures de protection sanitaire depuis plusieurs mois.

L'activité des **travaux publics** a été vigoureuse depuis le mois de juin, en raison du rattrapage des travaux qui fait suite à la fermeture des chantiers pendant les premières semaines de confinement.

Comparativement à la même période de l'an dernier, **le niveau demeure néanmoins plus faible**.

Le niveau des carnets de commandes se dégrade, certains projets sont reportés ou gelés.

Les prévisions pour le 4^{ème} trimestre tablent sur une poursuite de la croissance à un rythme plus modéré et avec des inquiétudes quant au renouvellement des commandes publiques sur 2021.

BTP: 6,3% des effectifs franciliens

LA BANQUE DE FRANCE – BASE D'INFORMATIONS

LIENS UTILES POUR EN SAVOIR PLUS

- Coronavirus COVID-19 : Mesures et plans de soutien aux entreprises
<https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/les-mesures>
- BDF - Correspondants TPE départementaux : **0 800 08 32 08**
Par messagerie : [TPE92@ banque-france.fr](mailto:TPE92@banque-france.fr)
- BDF - La conjoncture en Ile-de-France : <https://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france>
- BDF - La médiation du Crédit : <https://mediateur-credit.banque-france.fr/>

Et aussi :

- [Accompagnement des entreprises par la Banque de France](#) (fiches)
- [Les stat info](#) (statistiques BdF sur la distribution de crédits)
- [ABC de l'économie](#)
- Mes questions d'argent : [MQDA](#)



MERCI POUR VOTRE ATTENTION



Jean-Pierre CANET

BANQUE DE FRANCE

**Directeur Délégué – Secteur Vallée Sud
Hauts-de-Seine (92)**

51, avenue Aristide Briand

92120 MONTROUGE

Tél : 01 46.41.16.60.

Portable : 06 10.13.67.33.

jean-pierre.canet@banque-france.fr



PLACE AUX QUESTIONS...